RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE – OTTAWA-GATINEAU

Priorités économiques 2027-2028

UNE RÉGION. TROIS MISSIONS.

Un programme économique commun pour le caucus de la région de la capitale nationale

Présenté par des partenaires économiques régionaux

28 septembre 2026 | Ottawa (Ontario)

OBJET

Présenter au caucus de la région de la capitale nationale un programme économique ciblé et commun pour 2027-2028, soit trois missions où les partenaires régionaux et le gouvernement fédéral peuvent collaborer pour transformer les ressources de la région en croissance nationale mesurable.

Table des matières

Résumé	3
Le partenariat : caucus et partenaires économiques régionaux	4
La région de la capitale nationale est plus importante que jamais	5
Des priorités de 2025 aux missions de 2027-2028	6
Mission 1 : Développer une économie souveraine d'innovation et de défense	7
Actions et mesures fédérales	8
Mission 2 : Constituer le bassin de talents nécessaire à l'économie de demain	10
Actions et mesures fédérales	11
Mission 3 : Faire de la région un pôle propice à l'investissement, connecté et alimenté en énergie	12
Actions et mesures fédérales	13
Une seule RCN + Sommet de la Francophonie 2028	14
Un partenariat d'un an axé sur les résultats	15
Passer de la vision à l'action	16

DÉFINITION DES PRIORITÉS

Chaque mission associe des ressources et des barrières régionales à une mesure fédérale prioritaire, des retombées économiques tangibles et des responsables.

Il s'agit d'un programme économique régional, et non d'une liste de demandes de la part d'organisations. Il présente les mesures qui contribuent notablement à la réalisation de chacune des trois missions, nécessitent un rôle fédéral clair et peuvent se traduire en avancées concrètes d'ici un à trois ans.

01

Résumé

La région de la capitale nationale a des atouts. Il s'agit maintenant d'en tirer un avantage économique.

Ottawa-Gatineau est la seule grande économie métropolitaine du pays à s'étendre sur deux provinces. Elle est à la fois le siège du gouvernement canadien, de la diplomatie et de la sécurité; un important écosystème de la technologie et de la recherche; un marché du travail bilingue; une destination touristique; et une passerelle entre l'Est de l'Ontario et l'Ouest du Québec.

Dans la pratique, la région fonctionne déjà essentiellement comme une seule et même économie. Main-d'œuvre, population étudiante, touristes, entrepreneurs, communauté de recherche et entreprises traversent quotidiennement la rivière. L'innovation en défense s'organise de manière régionale. Les partenaires touristiques s'unissent pour offrir leurs services à l'étranger. Les investisseurs évaluent l'écosystème dans son ensemble.

LA THÈSE ÉCONOMIQUE

La région de la capitale nationale réunit en abondance talents, activités de recherche, institutions gouvernementales, expertise technologique, diplomatie et atouts culturels tout en offrant une qualité de vie exceptionnelle. La tâche qui nous incombe ici est de prendre appui sur ces avantages pour générer nouvelles entreprises privées, commercialisation, investissements, productivité, exportations, tourisme et emplois à forte valeur ajoutée.

Trois missions pour 2027-2028

1. Développer une économie souveraine d'innovation et de défense pour la région.
2. Constituer le bassin de talents nécessaire à l'économie de demain.
3. Faire de la région un pôle propice à l'investissement, connecté et alimenté en énergie.

Ensemble, ces missions représentent une même proposition au caucus : faire de la région de la capitale nationale une économie d'innovation souveraine, mue par un vaste bassin de talents et appuyée par les logements, les ressources énergétiques et les infrastructures nécessaires à sa croissance.

Une collaboration sur toute l'année

Le programme exige une nouvelle manière de travailler, qui maintient l'élan, renforce la responsabilisation et transpose les priorités communes en résultats tangibles. Les partenaires de la région proposent d'établir une relation de travail sur toute l'année, en désignant des responsables à l'échelle fédérale et régionale, et en créant un bilan trimestriel et un tableau de bord commun, en vue de publier un rapport d'étape en septembre 2027.

02

Le partenariat

Le caucus de la région de la capitale nationale et les partenaires économiques régionaux

Caucus libéral de la région de la capitale nationale

Mona Fortier – coprésidente	Greg Fergus – coprésident
Ottawa–Vanier–Gloucester (Ontario)	Hull–Aylmer (Québec)

Mark Carney Nepean (Ontario)	Bruce Fanjoy Carleton (Ontario)	David J. McGuinty Ottawa-Sud (Ontario)
Steven MacKinnon Gatineau (Québec)	Jenna Sudds Kanata (Ontario)	Marie-France Lalonde Orléans (Ontario)
Yasir Naqvi Ottawa-Centre (Ontario)	Anita Vandenbeld Ottawa-Ouest–Nepean (Ontario)	Giovanna Mingarelli Prescott–Russell–Cumberland (Ontario)
Sophie Chatel Pontiac–Kitigan Zibi (Québec)	Stéphane Lauzon Argenteuil–Papineau–Des Collines (Québec)	

Partenaires économiques régionaux

Collège Algonquin	Université Carleton
Chambre de commerce de Gatineau	Ville d'Ottawa
Collège La Cité	Investir Ottawa
Chambre de commerce d'Ottawa	Coalition des Zones d'amélioration commerciale d'Ottawa (OCOBIA)
Administration de l'aéroport international d'Ottawa	Tourisme Ottawa
Tourisme Outaouais	Université d'Ottawa
Ville de Gatineau	

Liste des membres du caucus en date de septembre 2026. Liste des partenaires régionaux d'après la table de planification 2026 et le travail collaboratif connexe.

En ordre alphabétique. La Ville d'Ottawa et la Ville de Gatineau sont des partenaires cruciaux; leur inclusion reflète l'entente de collaboration signée par le maire et la mairesse le 25 août 2026, et ne suppose pas leur adhésion aux positions exprimées dans le présent document en dehors de cette entente.

3

La région de la capitale nationale est plus importante que jamais

Une région en transformation dans une conjoncture économique nationale changeante

Le Canada connaît une mutation économique profonde marquée par des relations commerciales changeantes, la nécessité de renforcer les chaînes d'approvisionnement à l'intérieur du pays et avec les alliés, les impératifs de défense et de souveraineté, les effets de l'intelligence artificielle sur le travail et la productivité, les pressions exercées sur les infrastructures et la concurrence grandissante pour attirer des investissements et des talents.

Cette transformation n'est plus une vision de l'avenir : c'est la réalité. Les négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis ont avorté en août 2026, et les contre-mesures canadiennes sont entrées en vigueur le 8 septembre. Le Canada doit de toute urgence chercher à conclure une entente mutuellement profitable tout en consolidant son économie, peu importe l'issue, par la diversification des échanges, la hausse des investissements, l'aide aux secteurs touchés, les politiques d'achat local, la mise à profit des marchés publics et privés sécurisés pour renforcer les entreprises et les chaînes d'approvisionnement locales, et l'instauration de conditions favorables à la concurrence. L'entente de collaboration économique Ottawa-Gatineau sert de pierre angulaire à une action régionale concertée.

La région de la capitale nationale est particulièrement à même d'intervenir. Pour 2027-2028, il faudra accélérer la transformation de nos ressources en investissements privés, en croissance des affaires, en exportations, en gains de productivité et en emplois à forte valeur ajoutée.

B	64,9 %	8,3 M$	51,3 %
note globale de compétitivité	pourcentage de gens ayant une formation postsecondaire	investissement privé moyen par année de 2020 à 2024	pourcentage d'emplois dans le secteur privé

Les points forts

- Main-d'œuvre hautement scolarisée et forte concentration des talents en technologies;
- Importantes ressources sur les plans de la recherche, de la formation postsecondaire et des laboratoires fédéraux;
- Perspectives croissantes dans les domaines de la défense, de la sécurité, de l'intelligence artificielle et des technologies de pointe;
- Volume touristique élevé, connectivité internationale et qualité de vie;
- Rapprochement croissant entre Ottawa et Gatineau sous la forme d'une seule région économique.

Les points à améliorer

- Création d'emplois dans le secteur privé et expansion des activités;
- Commercialisation de la propriété intellectuelle canadienne et accès à l'approvisionnement;
- Rétention des personnes diplômées, des personnes nouvelles arrivantes et des talents qualifiés;
- Concentration d'entreprises en démarrage, productivité et préparation à l'investissement;
- Capacité requise en matière de logement, d'énergie et de transport pour soutenir la croissance.

Source : L’avantage de la capitale : le bulletin économique d’Ottawa (2025), Chambre de commerce d’Ottawa et Laboratoire de données sur les entreprises.

04

Des priorités de 2025 aux missions de 2027-2028

Le programme est en évolution du fait de l'existence de plusieurs plateformes et engagements politiques.

En 2025, les partenaires régionaux ont présenté quatre priorités communes au caucus de la région de la capitale nationale (RCN). Prenant appui sur ce travail, le cadre 2027-2028 passe de la défense des intérêts à la mise en œuvre et à la génération de retombées économiques tangibles.

Priorité 2025	Ce qui a changé	Ce qui reste	Rôle en 2027-2028
Main-d'œuvre fédérale et immobilier	Clarifications sur l'avenir du milieu de travail et l'orientation du portefeuille	Transition économique, décisions quant aux ressources fédérales et revitalisation des centres-villes	Intégration à la préparation en matière de talents et d'investissement
Transport	Avancement du projet de train à grande vitesse Alto; maintien de l'intégration des deux rives	Connectivité régionale, mobilité de la main-d'œuvre et accès aux grands centres	Intégration à la préparation en matière d'investissement
Pôle d'innovation en défense	Mise en place de la stratégie de pôle régional et du groupe de travail	Transformation des forces de l'écosystème en contrats, en propriété intellectuelle, en investissements, en exportations et en emplois	Intégration à la mission 1
Vision de la capitale bicentenaire	Bicentenaire en cours; le Sommet de la Francophonie 2028 élargit les perspectives	Constitution d'un legs durable en matière d'économie, de tourisme et d'investissement	Intégration à la mission 3 et au projet « Une seule RCN »

LA TRANSITION 2027-2028

On recherche une transformation systématique : de l'infrastructure en connectivité; des capacités en défense en entreprises et en contrats; des talents en croissance du secteur privé; des ressources fédérales en logements et en investissements; des grands événements en legs économique durable.

Voilà pourquoi la proposition de 2027-2028 s'articule autour de trois missions économiques au lieu de quatre catégories de projets.

05

Mission 1 : Développer une économie souveraine d'innovation et de défense

Transformer les forces en défense, en technologie et en recherche en entreprises canadiennes, en propriété intellectuelle, en investissements, en exportations et en emplois à forte valeur ajoutée.

RETOMBÉES RÉGIONALES

Faire d'Ottawa-Gatineau le pôle de référence au Canada pour l'innovation en défense, en sécurité et dans les technologies à double usage, en transformant sa concentration d'entreprises, de recherche, de talents, d'institutions fédérales et d'infrastructures spécialisées en un puissant moteur de création d'entreprises et de capacités, d'approvisionnement, de commercialisation, d'investissement public et privé, de revenus, d'exportations et d'emplois à forte valeur ajoutée.

Les atouts de la région

- Constitution du groupe de travail sur le pôle d'innovation de la défense d'Ottawa-Gatineau : cibles communes et évaluation unifiée des retombées économiques régionales en cours.
- Élan manifeste à plusieurs égards : attraction d'entreprises, investissements, approvisionnement et recherche dans les domaines de la défense, des semi-conducteurs, de l'aérospatiale, de l'espace, de l'intelligence artificielle, de la quantique, de la cybersécurité, des systèmes autonomes et du C5ISR, y compris la proposition de scission du Centre de fabrication pour la photonique du Canada du CNRC en un fabricant autonome de composés semi-conducteurs.
- Zone X.O., un centre d'essai du programme DIANA de l'OTAN et un complexe de pointe consacré à la recherche-développement, aux essais et à la commercialisation qui rapproche les innovateurs des utilisateurs finaux en défense et leur ouvre l'accès aux marchés publics, à des véhicules et à des environnements réels en vue d'accélérer le déploiement et la mise en marché des technologies.
- Les décisionnaires du fédéral, 65 laboratoires, 6 centres d'essai du programme DIANA de l'OTAN, des établissements de recherche, des investisseurs dont ONE9 et un écosystème de sécurité nationale.
- Capacités en recherche postsecondaire, en commercialisation et en talents.
- Carrefour diplomatique mondial multiculturel et bilingue, réunissant plus de 130 missions diplomatiques et une concentration inégalée de relations alliées et internationales susceptibles d'accélérer la collaboration en défense et en sécurité, les investissements, l'accès aux marchés et les partenariats internationaux.
- Installations aéroportuaires et aérospatiales favorisant la connectivité, les mises à l'essai, les investissements, la sécurité nationale et la préparation militaire.

Ce qui doit changer

- Les entreprises d'innovation se heurtent toujours à de longs processus pour accéder aux marchés publics fédéraux et aux chaînes d'approvisionnement des maîtres d'œuvre.
- Il faut poursuivre les investissements dans les infrastructures sécurisées, les ressources de calcul et les talents spécialisés pour répondre à la demande croissante, permettre l'expansion des activités, accélérer le déploiement, attirer des investissements et consolider les capacités souveraines du Canada.
- La propriété intellectuelle et les entreprises du Canada ne sont pas toujours conservées ou développées au pays.
- Les atouts de la région ne débouchent pas encore systématiquement sur des exportations et un accès aux marchés des pays alliés.

Mesure fédérale prioritaire

Obtenir l'installation du siège de la Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience (BDSR), établissant ainsi des pouvoirs décisionnels et des activités névralgiques ainsi que des emplois à forte valeur ajoutée dans la région de la capitale nationale.

Pourquoi choisir la région de la capitale nationale

- En tant qu'institution de défense multilatérale, la BDSR doit avoir un accès privilégié à l'expertise financière, aux décisionnaires en défense et en sécurité, aux missions diplomatiques, aux gouvernements alliés, aux laboratoires de recherche fédéraux, aux organismes de réglementation, aux établissements postsecondaires et aux entreprises qui déploient les technologies nécessaires.
- Une telle institution bilingue menant ses activités à la fois à Ottawa, en Ontario, et à Gatineau, au Québec, ferait converger investissements, spécialistes, relations internationales et croissance d'entreprise tout en représentant un symbole fort d'unité nationale.
- C'est une décision concrète à prendre à court terme qui offrirait à la région une occasion de rallier ses forces autour d'une démarche commune.

La décision n'a rien d'une formalité : appuyées par leur gouvernement provincial et leur communauté entrepreneuriale, Toronto, Montréal et Vancouver ont elles aussi fait activement valoir leur candidature, et rien n'est joué. Cela dit, Ottawa-Gatineau dispose d'un atout unique, puisqu'elle accueille déjà l'appareil décisionnel en défense, en sécurité et en diplomatie avec lequel la BDSR devra collaborer dès le premier jour, soit le siège de la Défense nationale, les Forces armées canadiennes, le milieu du renseignement et pas moins de 130 missions diplomatiques, sans compter différents organismes de réglementation financière, dont la Banque du Canada, EDC, la SCHL, le BSIF et le CANAFE. La voix du caucus compte dans ce dossier justement parce que la décision n'a pas encore été prise.

05A Mission 1 : Actions et mesures fédérales

Action fédérale	Description	Indicateurs de progrès
1. Promouvoir la candidature de la région pour accueillir le siège de la BDSR	Constituer un plaidoyer coordonné à présenter au premier ministre, aux ministres concernés et aux forces alliées participantes. Appuyer une proposition commune énumérant les sites prêts à l'accueil, les exigences opérationnelles, les talents, les infrastructures et les contributions régionales.	Démarche pour un plaidoyer coordonné menée à terme; liste de sites candidats et d'impératifs opérationnels dressée; mobilisation des décisionnaires fédéraux et alliés; prise de la décision concernant le siège social ou progression des démarches connexes.
2. Accélérer l'approvisionnement, les mises à l'essai et la commercialisation	Créer à Ottawa-Gatineau un parcours intégré qui permettra aux PME, au milieu de la recherche et aux entreprises en croissance de mieux accéder aux marchés publics fédéraux, de tirer profit des atouts régionaux comme Zone X.O pour mettre leurs solutions à l'essai auprès des utilisateurs finaux, tisser des liens avec les maîtres d'œuvre et passer de la démonstration au déploiement et aux contrats.	Multiplication des marchés décrochés et des contrats de clients; accélération du parcours entre la mise à l'essai et le déploiement; augmentation du nombre d'entreprises qui accroissent leurs revenus et intègrent les chaînes d'approvisionnement des maîtres d'œuvre et des pays alliés.
3. Investir dans les infrastructures de croissance et l'accès aux marchés	Arrimer les programmes fédéraux en matière de défense, d'intelligence artificielle, de recherche, d'infrastructure et de commercialisation aux atouts stratégiques existants, comme Zone X.O, ainsi qu'aux capacités prioritaires en matière de calcul sécurisé, d'infrastructures de données, d'énergie, d'essais, de validation, de certification, de fabrication de pointe, de fabrication autonome de semi-conducteurs (notamment par l'entreprise issue de la scission du Centre de fabrication pour la photonique du Canada) et d'accès aux marchés des pays alliés.	Commercialisation à la hausse et maintien de la propriété intellectuelle au pays; augmentation des investissements publics, privés et alliés; création et croissance d'entreprises; augmentation des revenus et des exportations; consolidation des capacités industrielles souveraines; emplois à forte valeur ajoutée.

Résultats visés d’ici septembre 2027

- Les démarches en vue de désigner le siège de la BDSR ont progressé ou la décision est prise, avec une présence opérationnelle définie.
- La mesure d’indicateurs de croissance : marchés publics régionaux en défense et en technologies à double usage, investissements publics et privés, revenus des entreprises, exportations, commercialisation de la propriété intellectuelle et emplois à forte valeur ajoutée.
- Le développement d’atouts régionaux, comme Zone X.O, pour accélérer la mise à l’essai, la validation, la commercialisation, l’approvisionnement et l’adoption par le marché; la réalisation de progrès tangibles et d’investissements en vue d’implanter dans la région de la capitale nationale un fabricant autonome de composés semi-conducteurs issu de la scission du Centre de fabrication pour la photonique du Canada.
- L’accès accru des entreprises régionales aux marchés fédéraux, alliés et des maîtres d’œuvre, et la matérialisation accrue de l’innovation en clients, en contrats et en revenus.

Leadership

Responsables à l’échelle régionale : Investir Ottawa et groupe de travail sur le pôle d’innovation de la défense d’Ottawa-Gatineau, avec l’appui des partenaires économiques, commerciaux, postsecondaires et aéroportuaires. Responsable du caucus pour la BDSR : Marie-France Lalonde, appuyée par la coprésidence du caucus et les membres de la région. Responsable à l’échelle fédérale pour la mission 1 : à confirmer avec le caucus de la région.

INDICATEUR 2027

En étant un écosystème intégré de défense et d’innovation, la région permet-elle à un plus grand nombre d’entreprises canadiennes de remporter des contrats, de commercialiser de la propriété intellectuelle, d’attirer des investissements, de réaliser des exportations et de créer des emplois à forte valeur ajoutée dans le secteur privé?

06

Mission 2 : Constituer le bassin de talents nécessaire à l'économie de demain

Développer, attirer, retenir et redéployer la main-d'œuvre nécessaire à l'essor de l'économie du Canada et de la région.

RETOMBÉES RÉGIONALES

Faire d'Ottawa-Gatineau un lieu de choix où la population étudiante, la communauté de recherche, les personnes nouvelles arrivantes, les talents spécialisés et le personnel fédéral en transition peuvent faire carrière dans les entreprises à forte croissance du secteur privé, et où les employeurs peuvent trouver les talents nécessaires pour investir et accroître leurs activités.

Les atouts de la région

- Population hautement scolarisée : près de 65 % des résidentes et résidents ont fait des études postsecondaires, environ 10 % sont actuellement aux études, et plus de 12 000 personnes diplômées issues des quatre universités de la région intègrent le marché du travail chaque année.
- Écosystème régional complémentaire réunissant l'Université d'Ottawa, l'Université Carleton, le Collège Algonquin et le Collège La Cité, et englobant métiers spécialisés, apprentissage appliqué, recherche avancée, commercialisation et formation bilingue et en français.
- Vaste bassin de talents hautement qualifiés venant des secteurs public et technologique et des services professionnels.
- Présence d'établissements postsecondaires réputés pour la qualité de leur enseignement et de leurs activités de recherche, leurs liens étroits avec les employeurs et les communautés, ainsi que leur expertise distinctive en matière de formation bilingue et en français.
- Demande croissante dans des secteurs stratégiques, notamment la défense, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la construction, et les technologies de pointe.

Ce qui doit changer

- La région peine à retenir et à mobiliser suffisamment de chercheuses et chercheurs, de talents spécialisés et de personnes diplômées et nouvelles arrivantes pour contribuer à la croissance du secteur privé.
- L'intelligence artificielle transforme les professions et les compétences recherchées, obligeant parfois les travailleuses et travailleurs à se réorienter, tout en offrant des possibilités d'accroître la productivité.
- Le manque d'espaces de formation et d'installations spécialisées limite la capacité des établissements postsecondaires à former suffisamment de personnes dans les secteurs prioritaires.
- Les règles distinctes de l'Ontario et du Québec en matière d'immigration et d'emploi compliquent la mobilité de la main-d'œuvre au sein d'un même marché régional.
- La restructuration des effectifs au sein de la fonction publique fédérale pose un défi en matière de réaffectation de la main-d'œuvre, tout en créant de nouvelles possibilités de recrutement pour le secteur privé.

Mesure fédérale prioritaire

Créer une initiative de mobilisation des talents et de transition de la main-d'œuvre, élaborée conjointement avec les employeurs, les établissements postsecondaires et les partenaires du développement économique, afin d'orienter la main-d'œuvre chevronnée et les nouveaux talents vers des possibilités de carrière dans des milieux du secteur privé en forte croissance.

La priorité est de retenir davantage les talents dans la région et de les mettre à contribution pour soutenir la diversification économique et la croissance du secteur privé, en s’appuyant sur des données communes et une connaissance des besoins des employeurs.

06A Mission 2 : Actions et mesures fédérales

Action fédérale	Description	Indicateurs de progrès
1. Réaffecter les talents	Adopter une approche régionale coordonnée de transition des fonctionnaires fédéraux et d'autres travailleuses et travailleurs vers les secteurs en croissance, notamment la défense, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, les technologies de pointe et la construction.	Mobilité accrue des talents vers le secteur privé; réduction du nombre de postes vacants; participation des employeurs; rétention du personnel qualifié dans la région.
2. Renforcer les mécanismes d'attraction et de rétention des talents	Faire en sorte que les mécanismes d'immigration, d'accueil d'étudiantes et étudiants internationaux, de recrutement de chercheuses et chercheurs, et d'accès à l'emploi demeurent prévisibles et répondent aux besoins réels du marché de la région, notamment en ce qui a trait aux talents bilingues et francophones.	Rétention des talents en recherche et des personnes diplômées et nouvelles arrivantes; réduction des pénuries de talents dans les secteurs de compétences clés; rétention des talents bilingues et francophones.
3. Élargir le bassin régional de talents	Arrimer les investissements fédéraux en matière de compétences, de recherche, d'innovation et d'infrastructures aux capacités de formation et de recherche appliquée. Intégrer aux principaux investissements fédéraux des possibilités locales de stages et stages coop, de recherche et d'emploi.	Alignement des priorités de la région; expansion des programmes de stages et stages coop; partenariats en recherche appliquée; parcours menant de la recherche à l'entreprise; embauche de personnes diplômées et commercialisation.

Résultats visés d'ici septembre 2027

- Des données de référence communes sur les talents permettant de faire le suivi des inscriptions, du nombre de personnes diplômées, des capacités, des besoins en matière de stage, de la rétention, de la transition de la main-d'œuvre et de la demande projetée.
- Un projet pilote concret de transition de la main-d'œuvre mené en collaboration avec les employeurs et les établissements participants.
- Le recensement des principaux freins à l'immigration, à l'accueil d'étudiantes et étudiants internationaux et au recrutement de chercheuses et chercheurs, ainsi que de talents bilingues et francophones, en vue d'une action fédérale ciblée.
- L'harmonisation des priorités de la région afin de tenir compte des contraintes liées aux espaces de formation, assortie d'engagements à l'échelle locale en matière de stages, de stages coop, de recherche et d'embauche des personnes diplômées.

Leadership

Responsables à l'échelle régionale : un consortium des quatre établissements postsecondaires participants, appuyé par des employeurs et des partenaires du développement économique. Responsable à l'échelle fédérale : à confirmer avec le caucus de la RCN. Il faut s'appuyer sur les initiatives régionales existantes en matière de talents plutôt que de créer une structure parallèle.

INDICATEUR 2027

Une proportion croissante des personnes formées, recrutées ou déjà en emploi dans la région contribue-t-elle à la prospérité des entreprises privées et des secteurs stratégiques que nous cherchons à développer?

07

Mission 3 : Faire de la région un pôle propice à l'investissement, connecté et alimenté en énergie

Si nous attirons des entreprises, des capitaux et des talents, pouvons-nous répondre à leurs besoins en matière d'énergie, de logement et de mobilité?

RETOMBÉES RÉGIONALES

Doter Ottawa-Gatineau des capacités requises en matière de logement, d'énergie, de transport, de développement et d'intégration régionale pour soutenir la croissance de la population et attirer des talents et des investissements privés, tout en présentant la région de la capitale nationale comme un marché unique.

Les atouts de la région

- Vaste portefeuille d'actifs fonciers et immobiliers fédéraux offrant un fort potentiel pour soutenir le logement, l'emploi et la revitalisation des centres-villes.
- Projet Alto en voie de réalisation, rôle central de l'aéroport international d'Ottawa (YOW) comme plaque tournante du transport aérien international, et reconnaissance officielle de Gatineau et de l'Outaouais à titre de porte d'entrée touristique du Québec.
- Systèmes de transport entre les deux rives déjà en place et volonté croissante des mairies de renforcer l'intégration régionale.
- Services publics, expertise énergétique et infrastructures publiques de premier plan favorisant une planification à long terme.
- Marché de plus de 1,5 million de personnes offrant une qualité de vie élevée et un environnement favorable aux investissements.
- Économie touristique régionale complémentaire : Ottawa accueille chaque année plus de 11 millions de touristes, ce qui représente plus de 2 milliards de dollars en dépenses touristiques. En Outaouais, ces mêmes dépenses sont estimées à 964 millions de dollars pour l'année 2025.

Ce qui doit changer

- Les investissements dans les infrastructures électriques suivent généralement la demande, et les investisseurs ont besoin de savoir que la capacité sera au rendez-vous avant de s'engager. La région doit se doter de mécanismes lui permettant d'accroître sa capacité stratégique en prévision de la croissance plutôt qu'en réaction à celle-ci.
- Les délais et l'incertitude entourant les décisions relatives aux propriétés fédérales freinent la planification du logement et des projets de réaménagement.
- Il faut outiller adéquatement les aéroports pour empêcher que des projets d'aménagement nuisent à leurs opérations, à la sécurité nationale et aux activités connexes, ou entravent une éventuelle croissance.
- Les réseaux de transport et les marchés du travail continuent de fonctionner en silos de part et d'autre de la rivière.
- Les divergences réglementaires et les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre entre l'Ontario et le Québec réduisent la taille effective du marché.
- Les principaux atouts et pôles d'investissement ne sont pas encore communiqués ni mobilisés dans le cadre d'une proposition de valeur régionale commune.

Sources : Tourisme Ottawa, estimation des dépenses touristiques annuelles pour l'ensemble de la région; Tourisme Outaouais, estimation des dépenses touristiques pour l'année 2025. Les données sont présentées séparément en raison de différences méthodologiques.

Mesure fédérale prioritaire

Mettre sur pied une table de concertation sur la préparation à l'investissement dans la RCN réunissant les gouvernements, les fournisseurs de services publics, les organismes de transport et de tourisme, les établissements postsecondaires et les partenaires économiques pour orienter les décisions d'infrastructure dont dépend la croissance de la région.

07A Mission 3 : Actions et mesures fédérales

Action fédérale	Description	Indicateurs de progrès
1. ALIMENTER LA RÉGION EN ÉNERGIE	Concevoir des projections communes de la demande énergétique régionale à court, à moyen et à long terme (5, 10 et 20 ans), et mettre au point des mécanismes de financement, de partage des risques et de recouvrement des coûts permettant aux fournisseurs de services publics d'accroître leurs capacités de production, de transport et de distribution d'énergie en prévision de la demande attendue dans les secteurs de croissance stratégiques. Tirer parti des mécanismes de financement existants, des fonds publics, de processus d'approbation simplifiés et de terrains publics appropriés pour favoriser le développement de projets énergétiques communautaires à proximité des grands centres de consommation.	Plan régional d'infrastructures énergétiques financé et déployé selon un calendrier coordonné; capacités prioritaires développées avant la matérialisation de la demande; déploiement de projets énergétiques communautaires à proximité des grands centres de consommation; prévisibilité accrue quant à l'approvisionnement en énergie, aux coûts et aux délais.
2. BÂTIR DES INFRASTRUCTURES	Constituer un portefeuille transparent de terrains et de bâtiments fédéraux dans la RCN; veiller à ce que les décisions foncières tiennent compte des plans municipaux et provinciaux, ainsi que de la viabilité des infrastructures; et mieux outiller les aéroports afin d'écarter les projets d'aménagement susceptibles de nuire à leurs activités.	Mobilisation des ressources fédérales; aménagement de logements dans des secteurs adaptés; renforcement des mécanismes de protection des aéroports; mise en valeur des terrains destinés à l'emploi et des sites du centre-ville; accélération des décisions d'investissement.
3. FAVORISER LA CONNECTIVITÉ	Mettre sur pied un mécanisme de coordination entre Ottawa, Gatineau et Alto; planifier les raccordements du dernier kilomètre, les services offerts aux touristes et les besoins en main-d'œuvre; renforcer le rôle de YOW et la mobilité entre les deux rives; et éliminer les principaux obstacles interprovinciaux.	Plan commun d'accueil des touristes, participation officielle des partenaires touristiques à la planification du projet Alto; amélioration de l'accessibilité régionale; progrès mesurables en matière de mobilité, élimination des obstacles interprovinciaux; confiance accrue des investisseurs dans l'existence d'un marché intégré.

Résultats visés d'ici septembre 2027

- Un plan régional d'infrastructures énergétiques financé et assorti d'un calendrier de déploiement qui détermine les capacités à déployer de façon anticipée afin de soutenir les projets prioritaires en matière de logement, de défense, de technologies et d'investissement.
- Une mobilisation accrue des ressources fédérales pour favoriser le logement, l'emploi, la revitalisation des centres-villes et les investissements privés.
- Des moyens renforcés permettant d'écarter les projets d'aménagement susceptibles de nuire aux aéroports, à la sécurité nationale et aux activités connexes.
- Le déploiement prioritaire de projets énergétiques communautaires près des principaux centres de demande grâce à la mobilisation de terrains publics, de sources de financement établies et de partenaires de mise en œuvre clairement désignés.
- Une vision régionale commune de la connectivité pour le projet Alto, YOW et les déplacements entre les deux rives, appuyée par l'engagement conjoint de Tourisme Ottawa et de Tourisme Outaouais en matière d'accueil et d'offre touristiques, de connectivité et de création d'expériences multidestinations.
- Une courte liste des principaux freins aux échanges, à la mobilité de la main-d'œuvre et à l'harmonisation réglementaire entre l'Ontario et le Québec, afin de déterminer les priorités d'intervention.
- Un tableau de bord régional permettant de mesurer la capacité du territoire à accueillir de nouveaux investissements, notamment en matière de logement, de terrains desservis, d'infrastructures et de contribution du secteur privé.

Leadership

Responsables à l'échelle régionale : municipalités, fournisseurs de services publics, organismes de transport, établissements postsecondaires et partenaires économiques. Tourisme Ottawa et Tourisme Outaouais coordonnent leurs efforts pour bien préparer la région à accueillir les touristes. Responsable à l'échelle fédérale : à confirmer avec le caucus de la RCN, en concertation avec les provinces de l'Ontario et du Québec.

INDICATEUR 2027

La région d'Ottawa-Gatineau offre-t-elle les conditions nécessaires pour permettre aux investisseurs, aux employeurs et aux travailleuses et travailleurs de s'y établir et d'y évoluer en toute confiance, sachant que celle-ci peut leur offrir la capacité énergétique, les terrains, les logements, les infrastructures et la connectivité qu'il leur faut?

08

Une seule RCN + Sommet de la Francophonie 2028

L'intégration régionale n'est pas une quatrième priorité, mais bien un principe directeur qui s'applique aux trois missions.

Ottawa et Gatineau peuvent et doivent agir comme une seule région économique. L'objectif concret est d'éliminer les obstacles qui empêchent les entreprises, la main-d'œuvre, la population étudiante, les touristes et les investisseurs de tirer pleinement parti de l'envergure et de la diversité de la région de la capitale nationale.

L'indicateur « Une seule RCN »

Chaque mission doit mettre l'accent sur :

- un seul marché du travail;
- une seule proposition de valeur pour les investissements;
- un seul écosystème d'innovation;
- une seule région économique interconnectée;
- une seule destination touristique, portée par deux identités culturelles complémentaires, qui profite collectivement des grands événements, du tourisme international et des retombées du projet Alto.

Chaque proposition devrait démontrer :

- son applicabilité des deux côtés de la rivière;
- sa capacité à résoudre un enjeu de compétence;
- son potentiel d'élargissement des perspectives pour les talents, les entreprises et les investissements;
- l'existence d'une contribution fédérale distincte qu'aucun autre partenaire ne peut apporter;
- la possibilité de mesurer les retombées dans un horizon d'un à trois ans.

Sommet de la Francophonie 2028 : un rendez-vous qui appelle à l'action

Le Sommet de la Francophonie offre une occasion internationale unique de mettre en valeur une région de la capitale nationale bilingue, connectée et concurrentielle à l'échelle mondiale, tout en générant des retombées économiques durables.

- Talents – Renforcer les parcours de développement des talents francophones, bilingues et d'expression française, ainsi que les capacités des entreprises.
- Commerce et investissements – Approfondir les relations avec les marchés francophones et tirer parti du Sommet pour attirer des investissements et générer de nouvelles occasions d'affaires.
- Tourisme et connectivité – Améliorer l'accessibilité de la région en avion, l'accueil des touristes, l'offre régionale et le rayonnement à l'échelle internationale.
- Legs – Profiter du Sommet pour accélérer la réalisation d'améliorations durables sur les plans de l'économie touristique et des espaces publics qui soutiendront les événements futurs, la répartition régionale des retombées, les investissements et la croissance au-delà de 2028. À l'image de Montréal, où les infrastructures permanentes ont contribué au succès de l'industrie festivalière, on pourrait investir dans des infrastructures événementielles et un système unifié de signalisation piétonne dans les secteurs clés d'Ottawa et de Gatineau, notamment le boulevard de la Confédération.

PRINCIPE DE COHÉSION RÉGIONALE

Deux villes. Deux provinces. Une région économique où des identités distinctes se complètent pour renforcer, au lieu de diminuer, l'attractivité de l'ensemble.

Le 25 août 2026, le maire d'Ottawa et la mairesse de Gatineau ont officialisé ce principe en signant une nouvelle entente de collaboration visant à établir une seule zone économique régionale et en s'engageant à réduire les

obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre et au commerce interprovincial, à harmoniser les investissements en défense et en cybersécurité, et à promouvoir conjointement la région comme destination touristique – soit les mêmes objectifs qu'on demande au gouvernement fédéral, par le présent document, de soutenir. L'entente invite le Québec, l'Ontario et le gouvernement du Canada à tenir compte de ce contexte économique dans l'élaboration de leurs politiques et programmes, sans toutefois réclamer à ce stade un statut officiel de zone économique spéciale, une option qui pourrait être examinée séparément, une fois que le comité des mairies aura défini les implications d'une telle démarche.

09

Un partenariat d'un an axé sur les résultats

Remplacer les présentations annuelles par une exécution concertée et soutenue.

La principale amélioration par rapport au processus de 2025 n'est pas l'ajout d'une nouvelle priorité. C'est la mise en place d'un mécanisme de suivi. Les partenaires régionaux proposent une collaboration simple, à maintenir jusqu'en septembre 2027, qui mise sur les organisations et les mandats en place plutôt que sur la création d'une nouvelle structure.

PHASE 1

0 à 90 jours

- Confirmation des responsables à l'échelle fédérale pour chacune des missions du caucus.
- Confirmation des responsables à l'échelle régionale chargés de rendre des comptes.
- Validation des données de référence et établissement d'une à trois mesures fédérales prioritaires par mission.
- Création d'un tableau de bord commun.

PHASE 2

90 à 180 jours

- Démarches pour faire avancer le dossier de la BDSR et l'approvisionnement.
- Lancement ou définition d'un projet pilote de transition des talents.
- Établissement des données de référence initiales en matière d'énergie, de ressources fédérales et de connectivité.
- Résolution des premiers enjeux intergouvernementaux, dans la mesure du possible.

PHASE 3

180 à 365 jours

- Suivi des décisions et de leur mise en œuvre.
- Évaluation des retombées économiques et des lacunes non comblées.
- Préparation d'un rapport d'étape conjoint pour septembre 2027.
- Actualisation des mesures pour 2027-2028 lorsque les données probantes le justifient.

Principes de gouvernance

- Les personnes à la coprésidence assurent la coordination générale du caucus.
- Une ou un responsable à l'échelle fédérale est désigné pour chacune des missions.
- Les responsables à l'échelle régionale sont chargés de la mise en œuvre et de la reddition de compte dans les limites de leurs mandats existants.
- Les séances de travail trimestrielles portent sur les décisions, les obstacles et les progrès mesurables, et non sur les mises à jour générales.
- Un tableau de bord commun permet de suivre les progrès et les résultats des trois missions à l'aide d'un ensemble limité d'indicateurs.

METTRE À PROFIT LES STRUCTURES RÉGIONALES EXISTANTES

L’objectif est d’assurer une mise en œuvre coordonnée et une responsabilisation claire. Le partenariat tirera parti des organisations, tables de leadership et groupes de travail existants pour coordonner les initiatives, mesurer les progrès et assurer la reddition de comptes.

10

Passer de la vision à l'action

Une feuille de route commune

Les partenaires économiques régionaux invitent le caucus de la région de la capitale nationale à se rallier à ces trois missions dans le cadre d'une démarche économique concertée et à s'engager jusqu'en septembre 2027 à faire avancer les mesures fédérales les plus susceptibles de générer des retombées concrètes sur les plans de la croissance, de la productivité et des investissements.

Unissons nos efforts pour :

1. faire des trois missions les piliers d'une stratégie économique intégrée pour la région de la capitale nationale et leur attribuer des responsables à l'échelle fédérale;

2. donner suite aux trois mesures fédérales prioritaires : établir le siège de la BDSR dans la région en lui conférant des responsabilités décisionnelles et opérationnelles névralgiques; mettre sur pied une initiative de transition des talents et de la main-d'œuvre; et créer une table de concertation de la RCN sur la préparation à l'investissement, ainsi qu'un plan de mise en œuvre;

3. mettre à profit les leviers fédéraux les plus pertinents, notamment en matière de financement, d'approvisionnement, d'utilisation des terrains et de réglementation, en plus de favoriser l'achat de produits locaux et canadiens, l'approvisionnement sécurisé dans les secteurs privé et public, les chaînes d'approvisionnement nationales, l'immigration, la recherche et la commercialisation, ainsi que les infrastructures nationales et la coordination avec l'Ontario et le Québec; faire le point chaque trimestre et publier un rapport conjoint d'ici septembre 2027.

LES INDICATEURS DE RÉUSSITE

D'ici septembre 2027, la réussite ne se mesurera pas par de nouvelles priorités mises sur papier, mais par des résultats concrets : des décisions prises, des obstacles supprimés, des programmes ou projets pilotes mis en œuvre, des investissements consentis et des retombées économiques tangibles.

LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE A DES ATOUTS.

ENSEMBLE, TIRONS-EN PARTI POUR STIMULER LA CROISSANCE DU PAYS.

Une région. Trois missions. Des résultats tangibles.